



Mardi de l'urgence sociale dans les médias

le 2 avril 2019 à 10 heures

Rassemblement devant le ministère de la Culture, place du Palais royal

De nombreuses menaces pèsent aujourd'hui dans le monde des médias :

- Mise en redressement judiciaire de *l'Humanité*
- Cession du groupe de presse magazine **Mondadori France** à Reworld Media
- Plan de 1 000 suppressions de postes à **France Télévisions**
- Plan d'économies à **l'AFP** visant une centaine de postes...

On pourrait y ajouter le cas de **Reuters**, des groupes de presse régionale **Ebra**, **Ouest-France**, etc.

L'avenir des salariés des médias est préoccupant, mais aussi les moyens donnés aux rédactions pour faire leur travail, ainsi que le droit des citoyens à une information pluraliste, vérifiée et mise en perspective.

Les mesures des différents gouvernements sont inefficaces, voire dangereuses :

- La **loi Bloche**, avec une éthique à géométrie variable, selon les rédactions
- La **loi sur les « fausses nouvelles »**, instrument potentiel de censure
- La **loi sur le « secret des affaires »**, entrave à la liberté d'informer

Face à cela, les revendications et propositions du SNJ-CGT sont claires :

- Moyens et salaires à la hauteur de la mission d'information des journalistes
- Véritable lutte contre la précarité, qui explose dans les médias
- Reconnaissance juridique des équipes rédactionnelles et de leur indépendance
- Une déclaration des devoirs et des droits des journalistes, annexée à la convention collective, qui serait ainsi opposable aux patrons
- Réforme des dispositifs sur les concentrations et les aides à la presse
- Défense de la loi Bichet sur la distribution
- Développement de l'audiovisuel public
- Maintien et renforcement de l'indépendance de l'AFP